

**SAMSUNG** **ALCATEL onetouch** **West pool**

**EMS**  
Etablissement Madiou Simpara  
B.P. 2824 Bamako Mali - Email: info@ems-mali.com

Showroom et SAV Hamdallaye Immeuble Tamata - Tél : 76 57 25 05 / 63 39 39 80  
Rue Couron - Tél : 20 23 45 72 / 66 73 66 51 / 74 05 88 44 / 60 82 19 82  
Hippodrome face Pâtisserie Balou - Tél : 74 05 83 44 / 60 82 19 82 / 69 73 02 72 - Fax : 20 23 29 28  
Route de Sabankoro - Tél : 76 34 36 09 / 66 34 36 09  
Miomkoro, Avenue des 30 Mètres, Près du Marché de Niamekoro - Tél : 73 28 53 35

*Le*  
**Republicain**

www.lerepublicain-mali.com Quotidien malien d'informations générales

N°5334 Vendredi 06 Mai 2016 - Prix 300 FCFA - Afrique : 500 FCFA - France : 2 €

**DÉTOURNEMENT PRÉSUMÉ DE  
27 MILLIARDS À L'UEMOA**

**Soumaïla Cissé, dans un droit de  
réponse, dément et s'explique**



L'HONNEUR DE SOUMI  
À 27 MILLIARDS  
**Coup d'épée  
dans l'eau**  
P3

MAUVAISE GESTION DU PAYS

**L'opposition dans  
la rue le 21 mai**



RÉUNION ORDINAIRE DES  
CHEFS D'ETATS MAJORS DU  
CEMOC À BAMAKO



**Comment lutter contre  
le terrorisme et la criminalité  
organisée dans la sous région ?**

RÉUNION ORDINAIRE DES CHEFS D'ÉTAT MAJOR DU CEMOC À BAMAKO

## Comment lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée dans la sous région ?

L'hôtel Salam de Bamako a servi, le jeudi 5 mai 2016, de cadre à la cérémonie d'ouverture des travaux de la réunion ordinaire du conseil des chefs d'État-major du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC). La rencontre, qui durera deux jours, abordera les questions relatives aux modalités de rotation de la réunion des chefs opérationnels et du renseignement militaire en vue d'une lutte efficace contre le terroriste et d'autres criminalités transfrontalières dans la sous-région. Les travaux ont démarré sous la présence du ministre de la Défense et des Anciens combattants du Mali, Tiéman H Coulibaly qui avait à ses côtés le président en exercice du Cemoc, le Général de division, Mahamane Touré, chef d'État-major général des Armées.

Après la première réunion des chefs opérationnels et du renseignement militaire tenue les 21, 22 et 23 décembre 2015 à Gao sur la mise en œuvre des innovations du Comité d'état-major opérationnel conjoint, les chefs d'État-major de l'Algérie, de la Mauritanie, du Mali et du Niger se sont rencontrés pour la troisième fois au Mali. Selon le président en exercice du Cemoc, les chefs d'État-major des pays membres, au cours de cette troisième rencontre, se prononceront sur les modalités de rotation de la réunion des chefs opérationnels et du renseignement militaire et examineront les propositions faites par l'État-major du Cemoc. Il s'agit entre autres de renforcer la surveillance des frontières, par la multiplication des missions opérationnelles, planifier au niveau des commandements opérationnels concernés des patrouilles conjointes à exécuter le long des frontières communes, planifier et organiser périodiquement des rencontres entre les chefs opérationnels et du renseignement au niveau régional



en vue de l'évaluation de la situation, l'échange de renseignements et la coordination des actions. En ce qui concerne le Mali, le président en exercice du Cemoc, Mahamane Touré a rappelé que les attentes restent grandes par rapport au Cemoc en raison de notre situation géographique partageant d'immenses lignes de frontière avec tous les autres pays du champ de l'organisation. Dans son discours d'ouverture le ministre Tiéman a incité sur l'importance de la coopération militaire dans la lutte contre le terrorisme. « Les frontières ne sont pas des

obstacles et ne devraient pas être des points de fragilité. Au contraire, elles devront être un espace de partage et de fraternité, un espace de sécurité et d'épanouissement », a souligné le ministre de la Défense et des Anciens combattants.

« Ma satisfaction est d'autant plus grande que le cadre d'échange qu'est le Conseil des Chefs d'État-major, fruit de la vision commune de nos Chefs d'États respectifs pour coordonner nos actions de lutte antiterroriste et de criminalité organisée, se consolide à notre souhait. La région sahélienne est au-

jourd'hui à la croisée des chemins. En effet, elle est confrontée depuis une dizaine d'années à une crise sécuritaire sans précédent. C'est dire que votre organe, disposant par ailleurs d'un Conseil d'État-major Opérationnel Conjoint (CEMOC) dont le siège est à Tamanrasset, en Algérie, peut jouer un rôle important dans la pacification du Sahel au regard notamment du continuum territorial entre ses États membres et qui constitue assurément un de ses atouts majeurs », a dit Tiéman Hubert Coulibaly. Youssouf Z.

ATTAQUE D'UN CONVOI HUMANITAIRE AU SUD-OUEST DE LA VILLE DE GAO

## La Coordinatrice humanitaire condamne fermement et appelle au respect du droit international humanitaire

(Bamako, 3 mai 2016) - La Coordinatrice de l'action humanitaire au Mali par intérim, Mme. Fatouma Seid, condamne fermement l'attaque d'un convoi humanitaire de l'ONG Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), survenue le vendredi 29 avril à 75 km au sud-ouest de la ville de Gao, sur l'axe routier Dorey - N'Tillit. Des individus non identifiés s'en sont pris directement au convoi en tirant sur ses occupants. Trois travailleurs humanitaires ont été blessés, dont un gravement, et deux véhicules ont été incendiés.

« La violence de cette at-

taque est particulièrement préoccupante. Il est inacceptable que des travailleurs humanitaires soient pris pour cible. Il s'agit d'une violation grave du droit international humanitaire dont les auteurs doivent être tenus responsables afin que justice soit rendue » souligne Mme. Seid.

Face à ce grave incident, les organisations humanitaires se sont vu forcées d'interrompre temporairement leurs activités dans cette zone. L'analyse des circonstances de l'attaque et la mise en œuvre d'actions pour mitiger les

risques des opérations dans cette zone d'insécurité sont actuellement en cours.

L'action des organisations humanitaires est guidée par les principes fondamentaux d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Selon ces principes, les organisations portent secours aux personnes dans le besoin, sur la seule base de leurs vulnérabilités, sans aucune discrimination liée au sexe, à l'ethnie ou à la religion.

L'ensemble des signataires de l'Accord de paix et de réconciliation pour le Mali

se sont engagés à promouvoir et respecter les principes humanitaires. « L'Accord engage toutes les parties à faciliter l'accès des agences humanitaires et à garantir la sécurité de leurs personnels » indique Mme. Seid. « J'appelle tous les signataires à redoubler d'efforts pour œuvrer à la plus stricte application de ce principe » ajoute-t-elle.

La Coordinatrice Humanitaire par intérim offre son soutien et ses vœux de prompt rétablissement aux travailleurs humanitaires blessés dans l'attaque.

OCHA-Mali

### Horoscope du jour

#### Bélier -

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

#### Taureau -

Sous l'impact d'Uranus et de Neptune, deux mastodontes du Ciel, votre vie financière pourra évoluer très positivement. Mais attention, il vous faudra éviter de vous montrer trop impulsif sous l'influence d'Uranus. Réfléchissez avant de prendre des décisions importantes.

#### Gémeaux -

Neptune en cet aspect se contentera de vous protéger sur le plan financier, à condition, bien sûr, que vous ne vous lanciez pas dans une de ces crises de consommation aiguës dont vous êtes particulièrement friand.

#### Cancer -

Si vous souhaitez trouver un emploi plus en rapport avec vos aspirations, soyez particulièrement à l'affût aujourd'hui : une excellente occasion devrait se présenter. Mais évitez de lâcher la proie pour l'ombre.

#### Lion -

Jupiter va ouvrir une période favorable à la prospérité. La chance sera cette fois à vos côtés et même, pour certains, une chance exceptionnelle. Tâchez de tirer au mieux parti de cette aide céleste.

#### Vierge -

Prudence, le terrain financier est miné ! Mars mal aspecté risque de semer la confusion. Mais tout ira bien si vous gérez sagement votre budget et ne prenez aucune initiative hasardeuse. En revanche, si vous commencez à envisager des opérations financières importantes, méfiez-vous : vous risquez de faire les mauvais choix.

#### Balance -

Vous qui redoutez les problèmes d'argent, pavoisez ! Les influences planétaires seront favorables dans ce domaine et vous permettront de consolider sensiblement votre situation matérielle.

#### Scorpion -

Il est probable que votre équilibre budgétaire soit momentanément fragile. Faites sérieusement vos comptes avant de vous lancer dans un achat important : vous éviterez ainsi les angoisses de fin de mois.

#### Sagittaire -

Concernant les finances, vous serez bien décidé à augmenter votre pouvoir d'achat. Pour y parvenir, vous accepterez de vous pencher un peu plus sérieusement que d'habitude sur l'état de vos comptes. Les résultats ne se feront pas attendre.

#### Capricorne -

Cet aspect de Vénus laisse augurer une période relativement protégée pour vos finances. Qu'il s'agisse d'une quelconque prime inattendue ou de placements qui commencent à vous rapporter, vous pourrez compter sur des surprises agréables.

#### Verseau -

Cet aspect de Mercure pourra vous valoir quelques difficultés pécuniaires. Des retards de paiements sont possibles ; tenez-en compte dans l'organisation de votre budget. Attention également à la distraction : n'oubliez pas vos factures !

#### Poissons -

Avec Neptune en cet aspect, vous aurez davantage de chance en argent. Mais attention, vous risquez, aussi, de vous montrer très imprudent dans vos dépenses. Evitez les jeux d'argent comme la peste.

DÉTOURNEMENT PRÉSUMÉ DE 27 MILLIARDS À L'UEMOA

# Soumaila Cissé, dans un droit de réponse, dément et s'explique

Dans un droit de réponse adressé au journal sénégalais, l'observateur, l'honorable Soumaila Cissé, président de l'URD, ex président de la Commission de l'UEMOA et non moins chef de file de l'opposition malienne, s'explique sur l'affaire qui défraie la chronique depuis presque une semaine et dans laquelle il est accusé d'avoir voulu détourner plus de 27 milliards de FCFA à l'UEMOA. Le challenger d'IBK à l'élection présidentielle, dans la lettre, déclare : « J'apporte ici le DÉMENTI le plus FORMEL et sans ÉQUIVOQUE à ces ALLÉGATIONS. D'abord, je n'ai jamais possédé une telle somme et, si par bonheur, vous trouvez cette somme en mon nom, dans n'importe quelle banque de l'Union ou de la planète, je m'engage à vous en faire cadeau tout en vous demandant de bien vouloir mettre la moitié à la disposition de Monsieur Mamadou SECK pour sa perspicacité. » Selon l'ancien président de la Commission de l'UEMOA, « ...les procédures de l'Union n'autorisent pas un citoyen à donner des ordres de virement à notre institut d'émission qu'est la BCEAO. Enfin, je n'ai jamais ouvert un compte dans les livres de ECOBANK, et ce, dans aucun des pays où ECOBANK a une agence. »

**HONORABLE SOUMAILA CISSE :**  
Député à l'Assemblée Nationale du Mali,  
Parlementaire Panafricain,  
Ancien Président de la Commission de l'UEMOA  
BAMAKO Mali

A

Monsieur le Directeur de publication  
du Journal L'Observateur  
DAKAR Sénégal

**Objet :** exercice du droit de réponse à un article de presse

**Monsieur le Directeur,**

J'entends, par la présente, faire usage de mon droit de réponse, suite à un article paru dans le journal L'Observateur n° 3781 « du Sam 30 avril & 01 mai 2016 » dont vous êtes le Directeur, conformément à la déontologie de votre métier.

Le titre est « à la une » sur trois lignes et le reste en page 3 avec ma photo sur plus de la moitié de la page. En effet, dans le numéro ci-dessus cité, L'Observateur publiait, sous la plume de Monsieur Mamadou SECK, un article dans lequel je suis personnellement mis en cause. On pouvait en effet y lire:

« La France vient de bloquer un transfert de 27 milliards FCFA appartenant à l'ex président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Soumaila CISSE. Une manne financière qui devait quitter les caisses de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour être logée dans les coffres de ECOBANK... »

J'apporte ici le DÉMENTI le plus FORMEL et sans ÉQUIVOQUE à ces ALLÉGATIONS.

D'abord, je n'ai jamais possédé une telle somme et, si par bonheur, vous trouvez cette somme en mon nom, dans n'importe quelle banque de l'Union ou de la planète, je m'engage à vous en faire cadeau tout en vous demandant de bien vouloir mettre la moitié à la disposition de Monsieur Mamadou SECK pour sa perspicacité.

Ensuite, sachez que les procédures de l'Union n'autorisent pas un citoyen à donner des ordres de virement à notre institut d'émission qu'est la BCEAO.

Enfin, je n'ai jamais ouvert un compte dans les livres de ECOBANK, et ce, dans aucun des pays où ECOBANK a une agence.

JE N'AI DONC JAMAIS EU DE COMPTE À ECOBANK.

On peut également lire dans le même article:

« Surtout que l'acte de Soumaila CISSE, chef de file de l'opposition malienne, est intervenu au moment où, l'Agence Française de Développement (AFD) réceptionnait 2 l'audit qu'elle avait commandité sur l'argent de financement des forages pour les pays de l'UNION. Et les grandes lignes de l'audit révèlent que plusieurs puits n'ont pas vu le jour dans certains pays membres de l'UEMOA. C'est le cas du Sénégal où 2,5 milliards de FCFA ont été décaissés pour la réalisation de 300 forages. Bizarrement, plusieurs infrastructures n'ont pas vu le jour et d'autres jugées fictives..... »

Pour votre bonne information, le programme du Fonds d'Appui à l'Intégration Africaine prévoyait 8000 forages au total sur lesquels 3000 ont été réalisés sous ma présidence: 450 au Niger, 450 au Mali, 400 au Burkina, 400 au Togo, 400 au Bénin, 300 en Côte d'Ivoire, 300 au Sénégal, 300 en Guinée Bissau.

Les villages bénéficiaires ont tous été proposés par les ministres chargés de l'hydraulique des différents pays. Les agences (Agetip, Agetur ou Agetiers...) ont été les maîtres d'ouvrages délégués et ont reçu les financements sur la base de conventions signées entre l'UEMOA, le Ministre des Finances, le Ministre chargé de l'Hydraulique et l'Agence.

A ce jour, aucun Etat de l'UEMOA, à ma connaissance, n'a signalé des forages fictifs ni à travers les Ministres des finances ni à travers les Ministres chargés de l'hydraulique.

En tout état de cause, je vous prie de noter que le Conseil des Ministres de l'UEMOA qui s'était réuni le 30 mars 2015, à Dakar, sous la présidence de Monsieur Gilles BAILLET, Ministre des Finances Niger, a



écrit dans son rapport final je cite:

« ...Le Conseil des Ministres a également examiné l'état de mise en œuvre, à la date du 31 décembre 2014, des observations et injonctions formulées par la Cour des Comptes de l'UEMOA, dans le cadre du contrôle des comptes des Organes, au titre des exercices 2008, 2009 et 2010.

A ce titre, il a donné décharges de gestion à l'Ordonnateur principal du budget de l'UNION (que j'étais) et au comptable principal des organes de l'UNION... »

Le Conseil des Ministres de l'UEMOA qui s'était ensuite réuni le 2 juillet 2015, à Bissau, sous la présidence de Monsieur Saïdou SIDIBE, Ministre des Finances du Niger, a écrit, entre autres, concernant la gestion de la Commission de l'UEMOA:

« .... Le Conseil des Ministres a donné décharges de gestion aux ordonnateurs principaux (nous étions 2 mon successeur et moi, puisque j'ai quitté l'UEMOA avant la fin de l'année 2011) et aux comptables principaux pour leurs gestions respectives au titre des exercices 2011 et 2013... »

Ces rapports sont sanctionnés par des décisions et des règlements publiés au Bulletin Officiel de l'Union.

Vous pourrez utilement aussi vous procurer:

\* Le Règlement n° 011/2011/CM/UEMOA DU 16 Décembre 2011 signé par le Président du Conseil des Ministres, Monsieur JOSE MARIO VAZ de Guinée BISSAU

\* Le Règlement n° 11/2013/CN/UEMOA du 26 septembre 2013 signé par la Présidente du Conseil des Ministres, Madame BOUARE FILY SISSOKO du Mali qui stipulent à l'article 1: « sont approuvés le compte administratif et le compte de gestion des organes de l'UEMOA de l'exercice 2010 (pour l'un) et 2011 (pour l'autre).

\* La Décision n° 04/2015/CM/UEMOA DU 30 mars 2015 signé par le Président du Conseil des Ministres Gilles BAILLET du Niger.

\* La Décision n° 10/2015/CM/UEMOA du 2 juillet 2015 signé par le Président du Conseil des Ministres, Monsieur Saïdou SIDIBE du Niger, qui stipule à l'article 1 : « Décharge est donnée à Monsieur Soumaila CISSE, Ordonnateur principal du budget de l'UNION, au titre de l'exercice 2010 (pour la première décision) et exercice 2011 pour sa gestion du 1er janvier 2011 au 29 novembre 2011 (pour la seconde).

Ces Rapports, Règlements et Décisions sont tous dis-

**A suivre en page 4**

**Le Républicain**  
Quotidien d'informations générales édité par la Société EDICOM

E-mail : lerepublicainmali@yahoo.fr

Quotidien d'informations générales édité par la Société EDICOM

**Siège social :** Rue : 384, Porte : 245 ACI 2000 B.P.1484  
**Rédaction :** tél: 20 29 09 00- Sce Ccial tél: 20 29 09 33.  
**Directrice Générale:** Mme Diarra Djénéba Diarra  
**Directeur de Publication:** Boukary Daou  
**Rédacteur en Chef :** Madiassa Kaba Diakité

**Rédaction Générale:**

Boukary Daou, Assane Koné, Hadama B. Fofana,  
Khadidiatou Sanogo, Fakara Faïnké, Aguibou Sogodogo,  
Moussa S. Diallo, Madiassa K. Diakité, Ousmane B. Dramé,  
Youssef Z. Kéïta, Moussa Dagnoko  
**Correspondants à l'extérieur**  
De Gildas ( Abidjan, Côte d'Ivoire)

**Service Informatique**

Ahmadou Traoré  
Aminata Koné  
Boubacar S. Traoré

**Directeur Commercial :** Hamadahamane Touré

**Service Commercial :**  
Abdoulaye Traoré - Sedifo Diarra  
Ousmane Kodio - Cheick T. Sacko-

**Imprimerie:** EDIM sa  
**Diffusion:** Réseau Le Républicain

## Suite de la page 3

ponibles dans les ministères des finances des 8 pays de l'UEMOA, à la BCEAO, à la BOAD et à la Commission de l'UEMOA.

Le Conseil des Ministres se réunit tous les 3 mois et comprend 2 ministres par pays dont le ministre des Finances ainsi que le Gouverneur de la BCEAO, le Président de la BOAD, le Président du CREPMF et bien sûr le Président de la Commission de l'UEMOA.

J'ai été membre du Conseil des Ministres pendant plus de 15 ans et j'ai eu la responsabilité d'en être le tout premier président : c'était au tout début en 1994 et en 1995.

A moins de remettre en cause la crédibilité des membres des différents Conseils des Ministres de 2004 à 2015, ma gestion de la Commission de l'UEMOA a été jugée SATISFAISANTE de janvier 2004 à novembre 2011, par l'organe habilité à en connaître: le Conseil des Ministres.

EN CONCLUSION, Votre publication reprise par de nombreux médias, tous supports confondus, porte ainsi largement atteinte à mon honneur, à ma dignité et à mon intégrité. Vos allégations, que je considère comme une pure diffamation, portent préjudice à une famille politique dont je suis le leader et à mon titre de chef de file de l'opposition malienne.

Elles portent également atteinte à l'honneur et à la dignité des Maliens qui m'avaient envoyé en mission à l'UEMOA. Vos insinuations font en effet, les choux gras d'une certaine presse voire de certains cercles politiques qui l'utilisent sans discernement.

Dès lors, j'exige que L'Observateur publie le présent droit de réponse, et ce, en vertu des dispositions légales.

Je remercie déjà tous ceux qui me font l'honneur de m'apporter leur soutien dans cette cabale savamment orchestrée. À tous, je réaffirme que je suis serein face à 4 cette nouvelle vague diffamatoire (votre Journal n'est pas à son premier essai) et je reste, si besoin est, disponible, devant toute autorité compétente, pour renvoyer cette calomnie mourir dans les eaux troubles d'où elle surgit, à période régulière.

En vous remerciant pour l'attention que vous porterez à ma demande, je vous prie d'agréer monsieur le Directeur mes salutations distinguées.

JOHANNESBURG LE 5 MAI 2016



Soumaila CISSÉ

## QUAND UN CONFRÈRE RETIENT NOTRE ATTENTION

**Presse :** Quand les vrais sujets sont occultés

**La célébration de la semaine nationale de la liberté de la presse, dans notre pays, devrait être le véritable espace de débats autour de l'avenir et du devenir de notre presse nationale. Au lieu de cela, les attentions sont focalisées à ailleurs. En tout cas, le programme concocté à cet effet est tellement bien fait que les vrais sujets préoccupant les médias de notre pays sont occultés : conditions de vie et de travail précaires ; absence de convention collective ; aide à la presse en voie de disparition ; prolifération des organes souvent en violation des textes...**

Notre pays, à l'instar de la communauté internationale, a célébré le 3 mai, consacré à la liberté de la presse dans le monde. Dans le cadre des activités de cette journée, qui vont occuper toute la semaine, la Maison de la presse a décidé de parler de la presse dans toute sa composante, en vue de faire le bilan de la profession et de permettre aux acteurs de s'auto évaluer. Parmi les activités retenues pour cette édition, dans l'agenda de cette semaine nationale de la liberté de la presse, nous retenons des conférences-débats

sur les thèmes suivants : « Rôles de la presse dans la lutte contre les extrémismes » ; « La problématique de l'accès à l'information » ; « Autorégulation des médias français : quelles solutions? » ; « Rôles de la presse dans la lutte contre les extrémismes » ; « Liberté de la presse au Mali » ; « La violence dans les stades » ; « Femmes et médias au Mali ». De même, il est envisagé l'organisation du vernissage de l'exposition-photos, de la journée de dépistage au diabète et à l'hypertension ; des rencontres avec les écoles de formation en journalisme et avec les médias et les consommateurs. Et, le tout sera clôturé par un dîner gala au cours duquel certains doyens de la presse nationale seront distingués pour leurs efforts et engagements en faveur de l'épanouissement du secteur.

Le décor d'une semaine d'activités bien planté, sauf que les vrais sujets qui préoccupent nos hommes de média sont ailleurs. Il s'agit entre autres de la création anarchique de radios, des télévisions privées, de journaux papier et en ligne, les conditions de plus en plus difficiles d'accès à l'information, les conditions difficiles de travail des reporters qui minent le secteur. Aujourd'hui, parler de la presse nationale, c'est de faire allusion à la création anarchique des radios qui émettent sans aucune autorisation au préalable de l'autorité de tutelle. Le ministre de l'Économie numérique, de la communication et des nouvelles technologies, au cours d'une de ses sorties, avait décrié cette prolifération de radios privées qui ne se faisait pas dans les règles édictées en la matière. Le



second sujet qui avait tout son sens d'être discuté au cours de cette semaine est la libéralisation des chaînes de télévision, dont on n'en a pas fait cas. En effet, en une année, notre pays se retrouve avec environ une dizaine de chaînes de télévision privées qui sont en train de polluer le secteur de l'audiovisuel avec toute sorte de journalistes, des cameramen souvent venus de nulle part, etc. Nous estimons que cette semaine était l'opportunité idoine pour les patrons de presse de se prononcer sur ces sujets d'actualité. Quant à la presse en ligne, elle se défend également, du moins s'il s'agit de la création de nouveaux organes. Actuellement, le pays compte plus d'une dizaine de sites d'information. La fameuse question d'aide à la presse, qui est l'appui que le gouvernement octroie aux organes de presse privée, pour sa mission d'information et de service public, a également été occultée alors que son montant connaît des amputations tous les ans malgré le nombre de plus en plus élevé de parutions. Contrairement à des pays de la sous-région, le Mali fait partie des rares États qui donnent encore des miettes à la presse.

Que dire de la quasi-totalité des journalistes maliens du privé qui exercent cette profession dans les conditions les plus précaires. Et pourtant, l'État a un rôle et un devoir de protection de tous ses citoyens contre la misère et surtout l'exploitation de l'homme par l'homme.

PAR SIKOU BAH  
Info-Matin

## PROCESSUS POLITIQUE AU MALI

## Les jeunes s'engagent à jouer leur rôle

**Le jeudi 28 avril 2016, l'Institut Républicain International (IRI) au Mali a organisé au siège du CMDID (Centre malien pour le dialogue interpartis et la démocratie) une cérémonie de signature de la déclaration de Dakar sur les droits politiques de la jeunesse. Cette signature a été faite par Bengaly Guindo, président du réseau des jeunes des partis politiques et Rudolph GRANIER, Directeur résident de l'Institut Républicain International au Mali, en présence de jeunes de la société civile et des partis politiques.**

se sont retrouvés à Dakar sous l'égide de l'Institut Républicain International à travers son programme génération démocratie (GenDem) pour faire l'état des lieux de la participation de la jeunesse dans le processus politique.

Après une série de communications, d'analyses et d'échanges très constructifs, les jeunes ont pris un certain nombre de résolutions relatives à l'égalité entre les droits politiques et les droits de l'homme, l'engagement de la jeunesse

dans le processus politique, l'émergence d'un processus politique plus inclusif, la favorisation de l'accès de jeunes aux ressources de partis politiques, la prise en compte plus large des jeunes dans les systèmes de gouvernance mon-

diaux. Et en enfin, la résolution des conflits politiques sans aucune violence. Génération Démocratie est une coalition mondiale de centaines de jeunes actifs politiquement et d'organisations de jeunesse.

Aguibou Sogodogo



Même si certains partis politiques ont souhaité consulter leurs bases avant de signer cette déclaration, la majorité des jeunes qui représen-

taient leurs partis politiques ont apposé leur signature au bas du document. En octobre de 2015, 40 jeunes leaders issus de 11 pays ouest africains dont 6 Maliens

MAUVAISE GESTION DU PAYS

# L'opposition dans la rue le 21 mai

**Les partis politiques de l'opposition républicaine et démocratique du Mali marcheront le samedi 21 mai 2016 contre les dérives du régime Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). La marche partira de la place de la liberté pour prendre fin au monument de l'indépendance. L'information a été donnée par le secrétaire général du Parti pour la renaissance nationale (Parena), Djiguiba Keïta alias PPR non moins membre de la commission d'organisation de ladite marche. A l'en croire, une déclaration intitulée « APPEL A LA MARCHE POUR LE MALI » de l'opposition est en cours d'adoption par les présidents des douze partis politiques qui animent l'opposition politique au Mali.**

Prévue pour le 23 avril dernier, ladite marche avait été reportée par l'opposition à cause de l'état de convalescence du président de la République Ibrahim Boubacar Keïta. Vu que le chef de l'Etat a regagné le pays et est « apparemment » en pleine forme, l'opposition a donc décidé de mettre en selle sa marche. La commission d'organisation de la marche tenait une rencontre à huis clos le mercredi 27 avril 2016, dans la soirée au siège du parti Fare Anka Wuli pour peaufiner les préparatifs de la marche tant entendue. Ainsi, la commission disait à cet effet que la date de la marche sera fixée lors de la prochaine réunion des présidents. Depuis hier, la date de la marche



est connue. Elle aura lieu le samedi 21 mai 2016. « A défaut du texte de L'APPEL A LA MARCHE POUR LE MALI, en cours d'adoption,

retenez que la date du 21 mai est décidée. L'itinéraire va de la place de la liberté à la place de l'indépendance en passant

par Bar Mali et la place OMVS », soulignait hier jeudi 5 mai 2016 dans l'après midi, le secrétaire général du Parti pour la re-

naissance nationale (Parena), Djiguiba Keïta alias PPR non moins membre de la commission d'organisation de ladite marche. Le secrétaire à la communication de l'Union pour la République et la démocratie (Urd), Me Demba Traoré, a également, confirmé la date du 21 mai pour la Marche.

Pour rappel, lors d'un point de presse animé le mercredi 13 avril 2016 à la maison de presse, les responsables de l'opposition politiques informaient l'opinion nationale et internationale de leur marche du 23 avril 2016 pour non seulement dénoncer les dérives du régime IBK mais aussi et surtout pour exiger la paix la quiétude dans un Mali uni et prospère. L'opposi-

tion dit avoir alerté et dénoncé toutes les dérives qui ont caractérisé la Gouvernance de notre pays. « Nous avons été traités de tous les noms d'oiseaux ! Notre pays souffre ! Les espoirs s'effritent ! Ce tableau catastrophique de notre pays ne doit pas nous faire perdre de vue que notre peuple aspire à la paix, à la quiétude dans la solidarité et le partage. C'est pourquoi nous invitons les Maliennes et les Maliens à une marche le samedi 23 avril à partir de 09 heures pour non seulement dénoncer les dérives du régime, donc contre la mauvaise gestion du Nord, les autorités intérimaires, la mauvaise gouvernance, la corruption généralisée, la dilapidation de nos maigres ressources, l'arrogance et le mépris, mais aussi et surtout pour exiger la paix la quiétude dans un Mali uni et prospère », soulignait l'opposant Djiguiba Keïta alias PPR du Parena. Aguibou Sogodogo

L'HONNEUR DE SOUMI À 27 MILLIARDS

## Coup d'épée dans l'eau

Le séisme qui a abasourdi l'entourage de Soumaïla Cissé et les Maliens, compte tenu de la gravité de l'information à l'origine, a vécu ce que vivent les roses. Le droit de réponse publié par le parlementaire panafricain, Soumaïla Cissé pourrait-il anéantir le faisceau d'incriminations né de l'article du journal sénégalais "Observateur" abondamment repris au Sénégal et au Mali? « Financement des forages de l'Afd à Dakar : La France bloque 27 milliards de Soumaïla Cissé », a écrit L'Observateur du 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 2016. Le journal qui prétexte d'un rebondissement indique, « Du nouveau dans l'enquête sur le financement de 300 forages de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), par l'Agence française de développement (Afd) d'un coût de 2,5 milliards de FCfa. L'Afd, qui a réceptionné l'audit de ce marché, bloque un transfert, de la Bceao vers Ecobank, de 27 milliards de FCfa de l'opposant malien, Soumaïla Cissé, à l'époque président de la commission de l'Uemoa et gestionnaire de l'argent des marchés de l'Afd ». L'Observateur qui revient sur cette information, retrace les grandes lignes de l'audit, lesquelles révèlent que plusieurs puits n'ont pas vu le jour dans certains pays membres de l'Uemoa.

### Le RPM s'insurge

Dans un communiqué de presse du lundi 2 mai, le Bureau politique national du Rassemblement pour le Mali, (BPN-RPM), sous la plume du Secrétaire Général, Dr Bokary Treta, a appris, par la presse régionale et internationale, « avec une grande interrogation, les grandes lignes d'un rapport d'audit qui insiste sur la gestion opaque d'un pactole de 27 milliards de FCFA, destiné à la réalisation de forages, au moment où notre compatriote Soumaïla Cissé, aujourd'hui chef de file de l'opposition politique, présidait aux destinées de l'institution communautaire ». Le RPM a pris acte de « la gravité des informations rendues publiques qui sont loin de constituer un motif de fierté pour notre pays ». Le pari majoritaire à travers son Bureau politique national, a interpellé Soumaïla Cissé à s'expliquer sur cette gestion, notamment en ce qui concerne, « l'objet du transfert de 27 milliards de FCFA de la BCEAO vers ECOBANK ; le caractère fictif des forages, à l'origine de la saisine de la Cour des comptes de l'UEMOA ».

### L'URD calme le jeu

Sans tarder l'Union pour la République et la Démocratie (URD), le parti présidé par l'ancien président



de l'UEMOA, apporte la réplique le même lundi, et promet plus d'explications lorsque le président Soumaïla Cissé, parlementaire panafricain en mission à Johannesburg sera de retour à Bamako. Dans ce communiqué signé par le secrétaire à la communication, Me Demba Traoré, l'URD indique avoir pris connaissance comme tout le monde, « des accusations mensongères d'un journal sénégalais, "l'Observateur",

de détournement de plusieurs milliards qu'il aurait caché à la BCEAO en vue d'un transfert vers ECOBANK. Le Président n'est point surpris car depuis 2012 ce journal essaye de ternir son image en vain ».

### Enquêtes

Pour en avoir le cœur net, Le Républicain a enquêté auprès des institutions dont les noms sont mêlés à cette histoire de transfert de fonds

A suivre en page en 6

HUMANITAIRE

# L'AJDEM fait don de produits pharmaceutiques au Cscm de Boniaba

Dans le cadre du lancement officiel de ses activités, l'Association des Jeunes pour le Développement de l'Émergence du Mali (AJDEM), crée il y a peu de temps, a décidé d'aller vers le volet humanitaire, pour prouver sa détermination à contribuer au développement du Mali. Ainsi, le 3 mai 2016, le Centre de Santé Communautaire Boniaba de Niaréla (Comune II du District de Bamako), a reçu, lors d'une cérémonie sobre, un don des produits pharmaceutiques. D'une valeur estimée à un million de FCFA, les dits produits composés des kits mé-

dicaux : perfuseurs, seringues, gants, sérum, etc., ont été remis par le secrétaire général de l'AJDEM, Oumar Barou Malick au président du CSCOM de Boniaba, Baba Diabé Doumbia. C'était en présence du personnel du Cscm, des représentants des familles fondatrices de Bamako, des représentants des leaders religieux, de la Mairie de la CII, etc.

A travers cet acte, déclare le secrétaire général de l'AJDEM, on veut non seulement soulager les patients, mais également accompagner les autorités sanitaires surtout de notre commune dans la prise en charge



des malades. «Ce don a été possible grâce au soutien modeste, à l'accompagnement d'un homme de cœur qui a le sens du partage et de don, un homme généreux en-

vers les plus démunis. Il s'agit de notre président Soumaila Koumaré, non moins président de la société africaine des chaussures et articles en plastiques (SOACAP),

qui emploie des centaines des jeunes pour lutter contre le chômage dans notre pays», précise le secrétaire général de l'AJDEM. Pour terminer, il a invité aux res-

ponsables sanitaires du Cscm de Boniaba de faire bon usage des produits médicaux. Selon le président du Cscm de Boniaba, ce geste est d'une grande importance pour leur Cscm. « On ne peut parler de développement sans trois choses : la santé, l'éducation, l'économie. »

Soulignons que l'AJDEM est un regroupement des jeunes pour le développement et l'émergence du Mali. Elle a pour but d'unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité.

H.B. FOFANA

Suite de la page 5

entre BCEAO et Ecobank, et de financement à l'UEMOA, de forages par l'Afd. Nos interlocuteurs à la Bceao aussi bien qu'au niveau d'Ecobank, ne confirment pas un quelconque dossier de transfert. Cependant notre confrère Le 22 Septembre a publié une réaction du Directeur national de la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Konzo Traoré : « j'ai lu sur Internet cette affaire. Je continue de m'interroger, d'où vient cette information? Ce qui est sûr, ce que la BCEAO Mali n'est pas au courant de cette opération bancaire. Nous n'avons aucune information de nos structures sur une telle opération », rapporte Le 22 Septembre du 5 mai.

**Le silence des banquiers**

Nos interlocuteurs de l'Ecobank, nous renvoie vers l'Association des professionnels de banques et établissements financiers (l'APBEF) pour avoir toutes les informations concernant les transferts de fonds entre la BCEAO et les banques. Mais au niveau de cette association, nous n'avons trouvé aucun interlocuteur pouvant se prêter à nos questions. Nous avons appelé le président de l'APBEF, Moussa Alasane Diallo, qui était sensé être mis au courant par un membre de son bureau. Mais en vain, il n'a pas rappelé. Nos sms sont également res-

tés sans réponse. Ce silence des banquiers n'a contribué à clarifier rapidement cette situation confuse qui a plongé plus d'un Malien dans l'embarras et les interrogations. « Les histoires d'accusation de Soumaila Cissé dans la presse ne nous regardent pas. Ça n'a visiblement strictement aucun rapport avec ce que peut être la réalité d'un financement à l'UEMOA pour un programme de forages qui date de 2013. Et n'en parlons pas du coût, de ces angles de grandeur de 27 milliards de FCFA. Nous, on ne sait même pas du tout, à quoi ça correspond », commente une source proche de l'Afd, qui qualifie la situation d'amalgame. On note qu'il n'y a aucun rapport avec le financement dont on parle, de forages à l'échelle régionale. Ce financement a été clôturé d'ailleurs en 2013 et reconverti. En outre, le reliquat des fonds ont été utilisés pour autre chose, édifient nos sources. Ni du point de vue de l'Afd, ni de la BCEAO, ni d'Ecobank, il n'y a eu d'incrimination. « Le lien qui est fait visiblement avec Soumaila Cissé à titre personnel, ne correspond absolument à rien en termes de transfert de fond public français, qu'il passe par l'Afd ou non », indiquent nos sources crédibles. Il y a déjà eu un papier en 2011 ou 2012, au Sénégal, qui attaquait

Soumaila Cissé, rappellent certains de nos interlocuteurs.

**Un démenti cinglant**

Enfin, dans un droit de réponse au Journal L'Observateur, en date du 5 mai, l'honorable Soumaila Cissé, Ancien Président de la Commission de l'UEMOA, apporte un démenti formel et sans équivoque à ces allégations : « D'abord, je n'ai jamais possédé une telle somme et, si par bonheur, vous trouvez cette somme en mon nom, dans n'importe quelle banque de l'Union ou de la planète, je m'engage à vous en faire cadeau... Ensuite, sachez que les procédures de l'Union n'autorisent pas un citoyen à donner des ordres de virement à notre institut d'émission qu'est la BCEAO. Enfin, je n'ai jamais ouvert un compte dans les livres de ECOBANK, et ce, dans aucun des pays où ECOBANK a une agence. JE N'AI DONC JAMAIS EU DE COMPTE À ECOBANK », a déclaré le chef de file de l'opposition malienne, Soumaila Cissé (lire en P3). Selon les précisions qu'il apporte, le programme du Fonds d'Appui à l'Intégration Africaine prévoyait 8000 forages au total sur lesquels 3000 ont été réalisés sous sa présidence: 450 au Niger, 450 au Mali, 400 au Burkina, 400 au Togo, 400 au Bénin, 300 en Côte d'Ivoire, 300 au Sénégal, 300 en Guinée Bissau. Par ailleurs, le Conseil des Ministres de

l'UEMOA qui s'était réuni le 30 mars 2015, à Dakar, sous la présidence de Monsieur Gilles BAILLET, Ministre des Finances Niger, a écrit dans son rapport final je cite: « ...Le Conseil des Ministres a également examiné l'état de mise en œuvre, à la date du 31 décembre 2014, des observations et injonctions formulées par la Cour des Comptes de l'UEMOA, dans le cadre du contrôle des comptes des Organes, au titre des exercices 2008, 2009 et 2010. A ce titre, il a donné décharges de gestion à l'Ordonnateur principal du budget de l'UNION (que j'étais) et au comptable principal des organes de l'UNION... » Le Conseil des Ministres de l'UEMOA qui s'était ensuite réuni le 2 juillet 2015, à Bissau, sous la présidence de Monsieur Saïdou SIDIBE, Ministre des Finances du Niger, a écrit, entre autres, concernant la gestion de la Commission de l'UEMOA: « .... Le Conseil des Ministres a donné décharges de gestion aux ordonnateurs principaux (nous étions 2 mon successeur et moi, puisque j'ai quitté l'UEMOA avant la fin de l'année 2011) et aux comptables principaux pour leurs gestions respectives au titre des exercices 2011 et 2013... », selon l'ancien président de la Commission de l'UEMOA et chef de file de l'opposition Soumaila Cissé.

B. Daou



## Avis de recrutement

La Société d'Exploitation des Mines d'Or de Morila (Morila-SA) recherche pour le Département de l'environnement Un **(01) Spécialiste en Agrobusiness**

### Qualification

- Etre titulaire d'un diplôme Bac+5 ou tout autre diplôme équivalent
- Etre d'excellente condition physique
- Apte à travailler en milieu rural

### EXPÉRIENCE

- Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans le domaine de l'Agrobusiness.
- La connaissance de l'informatique et de l'Anglais (écrit et parlé) est un atout

### TACHES A EXÉCUTER

- Exécuter les programmes de l'agrobusiness de la mine
- Exécuter et produire un rapport sur les programmes de la production animalière
- Exécuter et produire un rapport sur les programmes de la production agricole
- Exécuter et produire un rapport sur les programmes de l'écotourisme
- Exécuter et produire un rapport sur les programmes du marketing
- Interagir avec le Surintendant environnement de la fermeture
- Améliorer la qualité et la productivité en anticipant et en éliminant les retards potentiels par la planification et la coordination des activités

### DOSSIERS A FOURNIR

Les candidats au poste ci-dessus doivent fournir les dossiers ci-après

- une demande manuscrite timbrée à 200 F cfa
- une lettre de motivation
- un curriculum vitae
- les copies certifiées conforme des diplômes et attestations
- un extrait de naissance

### DEPOT DES CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures seront déposés au plus tard le **15 mai 2016** à 16 heures (heure locale) à la direction de RANDGOLD Mali SARL à l'adresse suivante : 6448, Avenue de l'OUA, Faladié - Bamako/Mali ou par courrier à la boîte postale E 1160 (le cachet de la poste faisant foi). Les adresses suivantes peuvent être aussi utilisées : [nser@morila.com](mailto:nser@morila.com) et [Mamadou.Sanogo@randgold.com](mailto:Mamadou.Sanogo@randgold.com)

**NB** - Tout dossier incomplet sera rejeté. De même, tout dossier reçu par RANDGOLD ou MORILA-SA ne sera plus restitué ?

### PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Le recrutement se déroulera en deux étapes : une phase de présélection sur l'étude de dossier et une phase de sélection à l'issue d'entretien. Seuls les candidats retenus à l'issue de la première phase seront contactés pour la suite de la procédure.

### MORILA SA

Société d'Exploitation des Mines d'Or de Morila S.A  
RC : 15 430 - NIF : 0878003681

### Adresse postale

Avenue OUA  
6448 - Faladié  
BP E 1194 Bamako Mali  
Tél : (223) 220 38 58  
Fax : (223) 220 81 87

### MINE DE MORILA

Tél : (223) 265 56 01 / 06  
Fax : (223) 256 56 02

## AVIS DE RECRUTEMENT

L'institut Danois des Droits de l'Homme (IDDH) recrute un/e représentant/e national/e pour son bureau au Mali.

L'institut Danois des Droits de l'Homme est l'institut Nationale des Droits de l'Homme du Danemark, conformément aux principes de Paris. Outre ses missions nationales, l'IDDH a également un mandat international dans le cadre duquel l'institut renforce les capacités des acteurs clés des systèmes nationaux de promotion et protection des droits de l'homme.

L'IDDH travaille au Sahel depuis plus de 16 ans et depuis 2009 au Mali.

L'IDDH cherche un/e représentant/e national/e malien/ne pour son bureau à Bamako.

En tant que représentant/e national/e, vous êtes chargé/e :

- D'accompagner les partenaires de l'IDDH au Mali dans la gestion des différents projets (élaboration des TDR, des rapports et financiers, l'organisation pratique des activités, initier les évaluations et les audits). Les partenaires de l'IDDH sont la commission nationale des Droits de l'Homme (l'institut sœur), la Police Nationale et l'association DEME SO.
- D'assurer le suivi des missions d'expertise de l'IDDH au Mali et de faire en sorte que les engagements pris par les partenaires soient respectés entre les missions ainsi que les délais convenus ;
- D'assurer que les partenaires envoient régulièrement à l'IDDH leurs rapports trimestriels et annuels d'activités ;
- De réparer les missions de l'IDDH au Mali ;
- D'assurer l'interaction entre l'IDDH et les partenaires techniques et financiers potentiellement concernés par le programme de l'institut au Mali ;
- De représenter l'IDDH lors des réunions et rencontres concernant les droits de l'Homme au Mali qui ont un intérêt pour l'institut et envoyer les comptes-rendus à l'IDDH ;

### Qualifications

- Une formation universitaire au moins de niveau bac+4 en sciences sociales, humaines, juridiques ou économiques
- Avoir une bonne maîtrise de la langue française écrite et orale (capacité rédactionnelle)
- Un bon niveau de la langue anglaise sera aussi nécessaire

▪ Solide connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Power point, Outlook, Internet, skype)

### Expérience professionnelle

- Au moins 7 ans d'expérience professionnelle à un poste de responsabilité dans l'administration ou dans les ONG ;
- Connaître la logique des projets et leur budgétisation

### Autres Connaissances et Compétence appréciées

- Une bonne connaissance de l'environnement des acteurs des droits de l'homme ( étatiques et non étatiques) au Mali
- Une bonne connaissance de l'environnement des organisations de la société civile au Mali
- Un bon relationnel pour échanger avec les partenaires et les autres acteurs- Capacité de Communiquer avec le siège régulièrement
- Savoir-faire comportemental
- Savoir écouter et travailler en équipe
- Rigueur, honnêteté, méthode et organisation sont des qualités indispensables
- La ponctualité et la bonne gestion des agendas des rencontres sont essentielles
- Faire preuve de réactivité, de dynamisme et d'autonomie
- Avoir le sens des responsabilités
- Faire preuve de faculté d'adaptation et de flexibilité

**Durée du Contrat :** après une période d'essai concluante, contrat d'un an renouvelable deux fois.

Les dossiers de candidature doivent comprendre : i) une lettre de motivation, ii) un curriculum vitae qui fait ressortir les qualifications, expériences et compétences, iii) des copies authentifiées des diplômes.

Tout dossier de candidature avec la mention de l'intitulé complet du poste doit être envoyé par e-mail à : Monique Alexis [mal@humanrights.dk](mailto:mal@humanrights.dk)

La date de clôture des dossiers de candidature est fixée au 22 mai 2016 à 18 h 00. Pour des renseignements complémentaires, vous pouvez adresser par e-mail à Monique Alexis,

[mal@humanrights.dk](mailto:mal@humanrights.dk)

**NB :** Seuls les candidats pré-sélectionnés sur dossier seront contactés



## AVIS DE RECRUTEMENT / Le Bureau de la GIZ à Bamako recrute un(e) Comptable Activités principales

Le/la comptable est chargé(e):

- de la comptabilité des projets de la GIZ conformément aux procédures standards de la GIZ
- du transfert d'informations comptables aux collaborateurs/collaboratrices de l'équipe de gestion financière du siège de la GIZ
- du déroulement satisfaisant des prestations du bureau de la GIZ pour ses projets et de leur conformité avec les procédures en vigueur en matière d'administration financière et de comptabilité
- d'apporter son aide à toutes les affaires comptables de l'administration financière
- de l'appui général aux responsables des services administratifs ou aux comptables des projets dans l'exécution de leurs tâches

Activités associées

En outre, il/elle est chargé(e) :

- de veiller au bon établissement des contrats pour le bureau de la GIZ ainsi que pour les projets de la GIZ au Mali conformément à la réglementation et aux procédures internes de la GIZ

Qualifications

- Maîtrise en Finances comptabilité, Gestion ou toute autre qualification équivalente

Expérience professionnelle

- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle à un poste similaire dans un environnement international et/ou à l'étranger
- Une expérience professionnelle dans un cabinet comptable/audit est appréciée

Autres connaissances/compétences requises

Savoir sur l'environnement professionnel

- Disposer d'une solide connaissance du logiciel de traitement comptable SAARI
- Maîtriser le plan et les normes comptables SYSCO/A/ OHADA en vigueur au

Mali

- Maîtriser les logiciels bureautiques (Pack Office)
- Avoir une bonne connaissance du français et une capacité rédactionnelle parfaite (ortho-graphe et style)

Savoir-faire comportemental

- Bon relationnel pour échanger avec les autres services du bureau et les projets de la GIZ au Mali
- Savoir écouter et travailler en équipe
- Rigueur, honnêteté, méthode et organisation sont des qualités indispensables
- Fait preuve de réactivité, de dynamisme et d'autonomie
- Est organisé, a le sens des responsabilités et sait se rendre disponible si nécessaire

- Fait preuve de motivation et actualise régulièrement ses connaissances
- Fait preuve d'une grande faculté d'adaptation et de flexibilité
- Le comptable peut être amené à travailler sous pression, il doit donc savoir gérer son stress tout en faisant preuve d'une grande vigilance

Les dossiers de candidature doivent comprendre : (i) une lettre de motivation, (ii) un curriculum vitae qui fait ressortir les qualifications, expériences et compétences, (iii) des copies légalisées des diplômes

Tout dossier de candidature avec la mention de l'intitulé complet du poste doit être:

(i) soit déposé au bureau de la GIZ à Bamako, Badalabougou Est ; Rue 22; Porte 202 entre

9 heures et 16 heures

ii) soit envoyé par e-mail à : M. Aguibou TALL [aguibou.tall@giz.de](mailto:aguibou.tall@giz.de)

La date de clôture des dossiers de candidature est fixée au 13 mai 2016, à 12h00. Pour des renseignements complémentaires, vous pouvez vous adresser par e-mail à M. Aguibou TALL [aguibou.tall@giz.de](mailto:aguibou.tall@giz.de)

NB Seuls les candidats présélectionnés sur dossiers seront contactés

## ONUSIDA AVIS DE VACANCE DE POSTE

La représentation de l'ONUSIDA au Mali, recherche pour son bureau de Bamako : un(e) assistant(e) administratif(ive) et financier(ère).

Les personnes intéressées par ce poste sont priées de se rendre au bureau pays de l'ONUSIDA sis à ACI 2000 en face de la Direction Générale de la Protection civile (villa N° 8 du Projet SIGC-Habitat) pour obtenir les autres renseignements complémentaires sur les termes de référence du poste.

Les candidatures (lettre de motivation, CV et copie des diplômes) doivent être adressées avec la mention « Assistant Administratif et financier » sous pli fermé, à Madame la Directrice pays de l'ONUSIDA **au plus tard le lundi 16 mai 2016 à 17h 00**

**Qualifications et expérience minimales requises :** Diplôme d'études secondaires, complétée par une formation en secrétariat, comptabilité, de plus la maîtrise de l'anglais est un atout pour ce poste

**Souhaitable :** Etudes supérieures. Un minimum de cinq à sept ans d'expérience dans les postes de secrétariat, y compris l'expérience portant sur des questions administratives et de comptabilité.

ONUSIDA Mali • Bureaux sis à Hamdallaye ACI 2000 • BP 120 • Bamako • Tel (223) 20 23 61 68 • Tel/Fax (+223) 20 23 61 64 Unir le monde contre le SIDA/Uniting the world against AIDS

### LIBRAIRIE BAH SARL / GRAND HOTEL

BP. 104 Bamako-Rep. Du Mali

Tél. L.D : (00223) 20.23.67.05 / 66.94.85.53 /

76.19.70.32 / 66.80.86.60

E - mail : [librairieba@yahoo.fr](mailto:librairieba@yahoo.fr)

### Proposition de Livres pour votre Lecture

Le livre de la femme idéale pour la meilleure épouse du monde Alison Maloney	Diplomatie et l'outil militaire Jean Doise
Khadija l'épouse du Prophète Marek Halte	L'ONU et la diplomatie des conflits Wutibaal Kumaba Mbuta
Fatima la fille du Prophète Marek Halte	La Gouvernance de la Chine de Xi Jinping (Président chinois)
Les derniers jours de Muhammad : Enquête sur la mort mystérieuse du Prophète Hela Ouardi	Arrogant comme un français en Afrique Antoine Glaser
Modibo Keita Un destin ( Modibo Diagouraga)	Africafrance: Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du Jeu Antoine Glaser
Le Mali sous Moussa Djibril Diallo et collectif	Nouvelles Affaires Africaines Pierre Péan
Macky Sall un Destin Ly Harouna Amadou	Une France sous influence: Quand le Qatar fait de notre pays son terrain de Jeu Pierre Péan
La France en guerre au Mali Enjeux et zones d'ombre enjeux et Collectif	Qatar les secrets du coffre- fort Christian Chesnot
Hollande l'Africain Christophe Boisbouvier	Côte-d'Ivoire Traquenard Electoral de Charles Blé Goudé
Je ne suis pas un héros Lassana Bathily	Pour la vérité et la Justice de Laurent Gbagbo
L'esclavage raconté à ma fille Christiane Taubira	France - Côte d'Ivoire : une histoire tronquée de Fanny Pigeaud
Mes météores Christiane Taubira	Histoire des services secrets français Roger Faligot
Celle qui plantait les arbres Wangari Maathai	Katiba de Jean-Christophe Rufin ( Ancien ambassadeur de la France au Mali )
Les hommes politiques maliens et Africains de Mohamadou Barema Bocoum	Tombouctou la mystérieuse Félix Dubois
Bocar Cissé Instituteur des sables témoins du Mali au 20 <sup>ème</sup> Siècles	Les mémoires de Charles de Gaulle
Conversations avec moi-même Nelson Mandela	Les mémoires de Jacques Chirac
Parlons football Michel Platini	Steve Jobs la vie d'un Génie
FIFA gâte de Philippe Auclair : Comment le Qatar a fait exploser le système Blatter	Un long chemin vers la liberté Nelson Mandela
Francafrrique Diplomatie-Armé-Entrprise	Einstein la vie d'un génie Walter Isaacson
Etre plus diplomate : Comment mieux communiquer avec les autres Bénédicte Lapeyre	Changement climatique et représentation de l'avenir Rodriguez Perez Sarah
Petites leçons de diplomatie : Ruses et Stratagèmes des grands de ce monde à l'usage de tous	Chine Afrique : Le grand pillage-Rêve chinois, cauchemar africain ? Pascal Boniface
Guide pratique de négociation internationale	Le grand livre de la géopolitique Défis, conflits, tendances, problématiques (L'essentiel pour savoir, comprendre et réfléchir)
Cristina Aguiar et Khamliène Nhouyvanisvong	Guide du protocole et des usages Gandouin
Les 7 habitudes de ceux qui réalisent tout ce qu'ils entreprennent Stephen Covey	Le protocole pour les élus et leurs services de Christian Chomez et Guillaume Duprez
La résolution des conflits frontaliers en Afrique Abakar Tollimi	Tous les modèles de discours pour les élus :
La légalité de l'intervention militaire française au mali Sow Djiby	Prêts à l'emploi de Guillaume Duprez
Les dossiers de la CIA sur la France Vincent Nouzille Tome 1 et 2	Être interviewé par un journaliste Marie-CI-Schulz
Dans les coulisses de la diplomatie française Xavier Panon	Répondre à l'interview d'un journaliste : Guide de média-training Eric Coutard
L'Elysée coulisses et secrets d'un palais de Patrice Duhamel et Jacques Santamaria	